



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 20 mai 2020

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La MINUSCA poursuit ses opérations annoncées en fin de semaine dernière dans le triangle Sibut-Grimari-Kouango (préfectures de Ouaka et Kemo) et à Ndélé (préfecture de Bamingui-Bangoran).

L'opération à Ndélé, baptisée « I ga na siriri » (Ramener la Paix en Sango), est menée avec une centaine de soldats FACA et vise:

- le rétablissement d'un environnement sûr et sécurisé dans et autour de la ville;
- la protection des civils;
- la mise en place de conditions sécuritaires pour la reprise immédiate des activités humanitaires;
- la création de conditions favorables à une solution politique durable à la crise dans la préfecture.

La sécurisation de Ndélé se poursuit et l'objectif à terme c'est d'en faire une ville sans armes. A la demande de la Cour Pénale Spéciale (CPS), la MINUSCA a procédé mardi à l'arrestation de neuf éléments armés.

Actuellement, environ 600 éléments en uniforme sont déployés à Ndélé, des casques bleus de la Force et de la Police ainsi que des militaires FACA, en attendant le déploiement prochain de policiers et de gendarmes centrafricains.

Le Commandant de la Force de la MINUSCA, Général Daniel Sidiki Traoré, est aujourd'hui à Ndélé pour faire le point avec les éléments qui interviennent sur place pour ramener la paix et la sécurité.

De même, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Coordinatrice Humanitaire, Denise Brown, accompagnée d'acteurs humanitaires, se rend jeudi

dans la ville. Les violences du 29 avril ont entraîné leur départ mais la MINUSCA est déterminée à créer les conditions de sécurité et surété pour la reprise sans entrave de l'assistance humanitaire aux populations.

- Par rapport à Obo, la MINUSCA met en garde Ali Darassa et lui demande de mettre fin à l'expansionisme inacceptable de l'UPC au-delà des positions qui étaient les siennes avant le 6 février 2019, date de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA).

La MINUSCA exige le départ immédiat de l'UPC de la région (Obo, Zémio et Bambouti) et se dit déterminée à exercer son mandat de protection des civils, en coordination avec les FACA.

- La MINUSCA rappelle l'appel du Secrétaire général des Nations Unies pour un cessez-le-feu global durant cette période de crise sanitaire liée au COVID-19 ainsi que le communiqué de son Représentant spécial en RCA, Mankeur Ndiaye, demandant aux groupes armés de mettre fin aux hostilités, de cesser les attaques contre les civils, de stopper les entraves au travail des humanitaires, de ne pas perturber le déploiement et le travail des Forces de défense et de sécurité ainsi que des fonctionnaires de l'Etat et de libérer sans condition tous les bâtiments administratifs.

- La MINUSCA se félicite de la sortie de la première Unité spéciale mixte de sécurité (USMS), le 15 mai dernier, lors d'une cérémonie présidée par le Chef de l'Etat à laquelle a pris part la Représentante spéciale adjointe, Lizbeth Cullity. La Mission va travailler avec les partenaires pour le déploiement de cette USMS ainsi que le lancement d'autres USMS à Ndélé et à Birao ainsi que le processus de DDR.

- Concernant le processus électoral, la MINUSCA salue la livraison à la RCA des 40 tonnes de matériel pour l'enregistrement des électeurs. Les Nations Unies espèrent que la loi sur l'Autorité nationale des élections (ANE) sera adoptée rapidement ainsi que l'amendement du Code électoral devant permettre le vote des réfugiés centrafricains.

Conformément au communiqué du G5 du 21 avril, les Nations Unies et les partenaires s'en tiennent au chronogramme arrêté par l'ANE et travaillent pour le respect du délai constitutionnel.

- Dans le cadre de ses bons offices politiques, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA a reçu hier une délégation de la Coordination de

l'opposition démocratique 2020, à la demande de cette structure. La situation sécuritaire à Ndélé et dans le reste du pays ainsi que le processus électoral ont été abordés.

LUTTE CONTRE LE COVID-19

- Suite à la décision de la MINUSCA de réorienter les budgets des projets à impact rapides (QIPs) et des fonds programmatiques vers le combat contre le COVID-19, deux projets spéciaux sont actuellement menés dans les domaines de la formation, la sensibilisation et l'appui aux autorités locales.

L'un de ces projets couvre Bangui ainsi que les communes de Begoua et de Bimbo et est estimé à 21.453.900 francs CFA. L'autre couvre les 11 préfectures pour un montant de 28.571.500 FCFA et porte notamment sur le contrôle des frontières avec le Cameroun à partir de Bouar. Les actions à la frontière avec le Cameroun pourront bénéficier d'un apport supplémentaire de 9.000.000 FCFA.

Au total, ce sont plus de 666.000.000 FCFA provenant des fonds programmatiques (66.000.000 FCFA) et des projets à impact rapide (600.000.000 FCFA) de la MINUSCA qui sont réorientés vers la formation, la sensibilisation et l'éducation des populations, à l'approvisionnement en eau et à la production de produits et d'équipements d'hygiène. Ce montant ne prend pas en compte d'autres contributions de la MINUSCA au combat contre le COVID-19.

Sensibilisation sur la pandémie et les mesures barrières

- Bria - Du 12 au 17 mai, une mission conjointe avec Comité préfectoral de gestion des urgences sanitaires dirigé par le préfet et MINUSCA s'est rendue à Yalinga (150 km de Bria) pour la formation de relais communautaires chargés de mener des sensibilisations continues et d'assurer le suivi de la pandémie en coordination avec les prestataires de soins de santé locaux. Des kits de lavage des mains, des radios et posters ont été distribués aux populations.

- Bria - Dans la ville de Bria, il y a eu également des sessions de sensibilisation organisées par la section DDR avec d'autres partenaires: d'un côté, celles à l'endroit de 56 militaires FACA, qui ont reçu des kits de lavage et des masques, et de l'autre, celles à l'intention de 240 bénéficiaires (dont 81 femmes) du programme de réduction de la violence communautaire.

- A Bouar et Bossangoa, la MINUSCA et UNOPS (Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets) continuent de soutenir les efforts locaux dans la

riposte contre le COVID-19 en collaboration avec l’OMS et les comités locaux de crise et d’autres partenaires, à travers les sensibilisations, la production et la remise de kits de prévention aux autorités ainsi que la réalisation des projets communautaires du Covid19.

Formations

- Bangassou - Conjointement avec l’OMS et la Direction régionale de la santé publique, la MINUSCA a organisé des ateliers à Gambo (75 km de Bangassou) qui ont rassemblé 183 participants (dont 80 femmes), parmi lesquels des responsables communautaires, les acteurs du programme de réduction de la violence communautaire notamment des membres du comité local, les enseignants du primaire et du secondaire et des agents de santé, entre autres.

Remise de matériels et appuis divers

- Kaga-Bandoro – Au cours de la semaine écoulée, la MINUSCA à travers l’équipe DDR a produit et distribué plus de 1000 masques à l’hôpital préfectoral, au conseil municipal, aux organisations de la société civile ainsi qu’à des responsables de groupes armés. Depuis le début de la crise COVID-19, plus de 3000 masques ont été distribués par la Mission dans toute la préfecture.

DROITS DE L’HOMME

- Entre le 12 et le 18 mai, la MINUSCA a documenté et vérifié 15 incidents d’abus et de violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire ayant affecté 25 victimes (12 hommes, sept femmes, deux mineurs non identifiés et quatre groupes de victimes collectives). La Division des Droits de l’Homme de la MINUSCA a observé une augmentation de 36,3% du nombre d’incidents et de 66% du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (11 incidents et 15 victimes). Les préfectures les plus touchées sont trois à savoir la Haute-Kotto, la Bamingui-Bangoran et la Nana-Mambéré.

Les auteurs présumés sont le FPRC (cinq incidents et neuf victimes), les éléments armés Arabes Misseriya (cinq incidents ayant touché cinq victimes), le 3R (deux incidents affectant six victimes), le MPC (un incident impliquant deux victimes) et les anti-Balaka (un cas et deux victimes). Les agents de l’Etat sont les responsables présumés d’un cas de traitement cruel et dégradant contre deux victimes.

Les abus et violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire enregistrés au cours de cette semaine sont des cas de meurtres (un incident et trois victimes), de traitements cruels, inhumains ou dégradants (trois cas avec huit

victimes), de viols (cinq cas ayant affecté cinq victimes), de privations arbitraires de liberté (un incident et deux victimes), de confiscations de biens (un incident et une victime), de restrictions de mouvement (un cas et une victime), de destructions et pillage (deux incidents et deux victimes) et de taxations illégales (un incident avec trois victimes).

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire centrafricain reste relativement calme mais imprévisible.

A l'Est, à Bria, la Force reste proactive et intensifie ses patrouilles conjointement avec les FACA, de jour comme de nuit pour assurer la protection des populations civiles.

À Birao, la Force continue de sécuriser les camps des personnes déplacées et mène également les patrouilles dans la ville et ses environs, notamment sur l'axe Ndiffa-Gordil afin d'anticiper et prévenir tout mouvement suspect en direction de Ndélé. Ainsi pour la région Est, 1303 patrouilles ont été effectuées la semaine passée. La situation générale est calme mais imprévisible.

Au Centre, comme évoqué la semaine dernière, une opération d'envergure dénommée « Igana Siriri » (Ramener la paix) a été initiée pour rétablir la sécurité et permettre la reprise des activités humanitaires à Ndélé et dans le triangle Sibut-Grimari- Kouango. Cette opération qui engage plusieurs unités des casques bleus voit également la participation des FACA pour assurer la protection des populations civiles. A Ndélé, des arrestations d'individus ont eu lieu après les menaces sur la ville par des groupes armés. Dans le cadre de la sécurisation et la protection des civils, 1173 patrouilles ont été menées dans la région centre.

A l'Ouest, la Force continue de mener des patrouilles offensives dans différentes localités dont Bossangoa, Kambakota, Boali, Bagbaloko et Bozoum. L'opération Kiri na autorité a revu ses objectifs en vue de ramener le 3R sur ses positions initiales. 770 patrouilles ont été conduites dans la région la semaine dernière.

À Bangui, la MINUSCA poursuit ses actions de sécurisation en coordination avec les Forces de Sécurité Intérieure, en patrouillant dans les 2eme, 3eme, 5eme, 6eme et 8ème arrondissements pour faire face à la criminalité et au banditisme. Ainsi 429

patrouilles ont été menées la semaine dernière à l'intérieur de la capitale et ses alentours, de jour comme de nuit.

Dans le cadre de son mandat de protection des civils, la Force a mené un total de 3680 patrouilles dont 1056 nocturnes sur le territoire centrafricain durant la semaine écoulée.

CIMIC

Concernant les activités civilo-militaires, à Bangui, les casques bleus ont distribué 158.200 litres d'eau potable la semaine dernière dans les camps des personnes déplacées internes, dans les écoles de police et de gendarmerie ainsi qu'à l'hôpital de Bangui suite à un problème de distribution, soit 11.500 bénéficiaires au total.

A l'Ouest, les casques bleus bangladais ont érigé au PK12 un monument floqué du plan de la commune de Begoua qui permettrait de s'orienter et retrouver la position de différentes localités avoisinantes. Toujours à l'Ouest, les casques bleus camerounais ont procédé à la distribution de 12 000 litres d'eau potable dans le 4e district de Bossangoa, soit environ 3 500 bénéficiaires.

Au centre, l'équipe CIMIC du bataillon pakistanais s'est rendu au camp des personnes déplacées de Bamou où elle s'est longuement entretenue avec la population afin de la sensibiliser sur la propagation du covid-19. A l'issue de cette visite, plusieurs articles dont des savons, des désinfectants et des seaux ont été distribué pour appuyer cette population dans la lutte contre la propagation du virus.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Alors que le pays vient de recevoir du matériel électoral ce 16 mai à Bangui, UNPOL continue ses travaux dans le cadre de la sécurisation des prochaines élections, parallèlement à son engagement dans la lutte contre la pandémie à Coronavirus.

Plusieurs rencontres ont eu lieu la semaine écoulée, parmi lesquelles la réunion bimensuelle présidée par le Chef de la composante Police, le Général de Division Pascal Champion et qui a porté entre autres, sur la mise à jour des informations sur les opérations électorales et l'évaluation des risques. L'organisation dans les jours à venir d'un séminaire entre UNPOL et les deux DG des FSI, pour définir des stratégies communes de poursuite des projets majeurs a également été abordé.

Le Chef de la composante Police a également participé le 14 mai, à une vidéoconférence de la MINUSCA avec des partenaires internationaux de la RCA (dont le Japon, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, le Canada et la Belgique) sur le processus électoral. Aux côtés de la Représentante Spéciale Adjointe, Mme Denise Brown, le Général Pascal CHAMPION a présenté le volet sécuritaire des élections ainsi que les besoins logistiques indispensables aux FSI.

Par ailleurs, le groupe de travail UNPOL sur les élections a participé à une réunion le 14 mai, avec le Directeur général des opérations du Ministère de l'Intérieur et les directeurs généraux adjoints de la Police et de la Gendarmerie sur le projet de création d'une « ligne verte », dédiée à la sécurisation des femmes lors de ces élections.

AU PLAN OPERATIONNEL

On note un retour au calme dans l'Est du pays notamment à Ndélé où sont arrivés depuis le 16 mai, plusieurs policiers indonésiens et congolais, avec pour mission de compléter le dispositif militaire (Force et FACA), appuyer les enquêtes judiciaires et in fine, rassurer la population dont les milliers de déplacés ainsi que les ONG (certaines humanitaires ont dû arrêter leurs activités en raison des nombreuses attaques dont elles sont victimes).

Les autorités nationales sont également à pied d'œuvre pour le déploiement de policiers et gendarmes à Ndélé. Une première vague de 18 gendarmes viennent de boucler leur formation pré-déploiement organisée par UNPOL entre le 12 et le 18 mai à l'école de Gendarmerie de Bangui. Une 2^e vague constituée principalement de policiers a démarré la même formation hier 19 mai à l'école de Police. Ces policiers et gendarmes seront déployés à Ndélé dans les tous prochains jours avec l'appui de la MINUSCA.

Par ailleurs, à Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi, les FSI nouvellement déployés et le contingent rwandais d'UNPOL ont conduit une opération conjointe le 15 mai dernier qui a permis la libération de trois femmes prises en otage par un éleveur et l'interpellation de cinq individus . Les FSI ont ouvert une enquête avec l'assistance technique de UNPOL.

À Bangui, le 12 mai, UNPOL a mis à la disposition d'une patrouille des FSI, un individu appréhendé par la population pour le vol d'une moto au PK5. L'individu a ensuite été conduit à l'OCRB où une enquête est ouverte. C'est le lieu ici de saluer la bonne collaboration entre la population, les FSI et l'équipe de police de proximité

d'UNPOL au PK5 qui permet d'obtenir des résultats encourageants dans la lutte contre l'impunité.

Dans le cadre de la lutte contre le COVID

UNPOL continue d'appuyer les autorités centrafricaines dans la lutte contre la pandémie à travers des conseils stratégiques, actions conjuguées des partenaires techniques et financiers, appuis divers et séances de sensibilisation et de formations à Bangui comme dans les régions, en appui ou en coordination avec d'autres section de la MINUSCA et autorités centrafricaines. C'est le cas entre autres, des agents de la Police municipale de Bangassou ou des FACA nouvellement déployés à l'aéroport M'Poko à Bangui, ou encore les associations des femmes et des jeunes de Bangui qui ont été sensibilisés sur leurs responsabilités personnelles et individuelles face au COVID.

© SCPI 2020